

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2050

Edition du
15 septembre 2014

DANS CE NUMÉRO

«Le Temps», la mort dans l'âme (Yvette Jaggi)

Le jour où «Le Temps» publiait son 5'000e numéro, on apprenait que la Comco avait autorisé sa mise à mort de fait

Asile: assainir la boutique ne suffit pas (Albert Tille)

L'accélération des procédures sous l'œil d'un système de Dublin incomplet

Economiesuisse et la (dé)croissance (Jean-Pierre Ghelfi)

Un salmigondis patronal pour traiter un thème essentiel

Médecin et serviteur de l'Etat (Pierre Jeanneret)

Le Dr Jean Martin livre une sélection d'articles couvrant un large éventail de sujets dans les domaines médical, éthique et sociétal

«Le Temps», la mort dans l'âme

Le jour où «Le Temps» publiait son 5'000e numéro, on apprenait que la Comco avait autorisé sa mise à mort de fait

Yvette Jaggi - 11 septembre 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/26287>

Où Ringier veut-il en venir avec *Le Temps*? s'interrogeait tout récemment dans la NZZ [Pascal Couchepin](#), éminent membre du Cercle des amis du *Temps*.

L'ancien conseiller fédéral exprimait les plus vives inquiétudes pour l'avenir de la presse francophone, sous l'emprise croissante des maisons d'édition suisses alémaniques. Ringier a-t-il bien compris l'importance du seul quotidien vraiment romand, l'envergure de son rayonnement international, l'originalité de son projet et son irréductible différence d'avec *L'Hebdo*? Et qu'en est-il des intentions d'investir dans le développement d'un journal unique en son genre?

Autant de bonnes questions qui ont dû faire un peu mal, mais juste un moment. Pas de quoi inciter à une réflexion en profondeur ni sur le long terme.

Car le scénario demeure faible, flou et pusillanime. Michael Ringier a versé environ neuf millions au groupe Tamedia pour racheter sa participation et s'assurer plus de 92% du capital du *Temps*, via la société ER Publishing SA. Avec cet achat accompli comme «[une affaire de cœur](#)», le patron de Ringier pense peut-être avoir assez donné. Il a donc repoussé sans ménagement [l'offre](#) -

naïvement maintenue jusqu'à ce jour - du Cercle des amis, disposé à investir à peu près autant pour donner au *Temps* les moyens de créer et de mettre en place une plateforme d'information diversifiée, aussi riche et forte que possible.

Au lieu d'une telle visée, seule prometteuse et motivante, les économies à court terme ont la plus discutable des priorités. Aucune vision ne préside à la réorganisation prévue pour les mois à venir; on évoque tout juste la recherche de synergies, prétexte classique d'une incommensurable pauvreté entrepreneuriale.

On achète donc en troupeau une rédaction laissée durant de longs mois dans l'incertitude, le temps que se produise un maximum de départs spontanés. Une fois sa substance appauvrie et les licenciements effectués, on la déracine de son terreau genevois, qui constitue l'un de ses atouts. Puis on regroupe les journalistes du *Temps*, de *L'Hebdo* et d'*Edelweiss* en un troupeau plus grand, chargé de produire des contenus ensuite acheminés vers tel ou tel titre par des aiguilleurs en chef.

On ne se gêne pas d'assurer que la «*liberté rédactionnelle*» est garantie. On injecte deux dérisoires petits millions dans

un projet indéfini tout en chargeant les journalistes des trois titres de lui trouver une forme. A eux la responsabilité d'une réussite ou d'un échec. Aucun dessein clairement formulé non plus pour la plateforme numérique.

Dans ces conditions, la rédaction du *Temps* n'a guère de chances de pouvoir maintenir un titre qui va donc disparaître des revues de presse internationales ainsi que des kiosques alémaniques où *Le Temps* est encore présent, témoin d'une Suisse romande et d'une culture qui survivront, mais appauvries, à sa disparition.

Quant au «[projet tant civique qu'économique](#)» qui a présidé à la création et au développement du *Temps* selon son premier rédacteur en chef, Eric Hoesli, il n'en reste déjà plus grand-chose, dès lors que les actionnaires donnent désormais la priorité aux économies et préconisent un inatteignable taux de rentabilité de 8%. A défaut de pensée, des chiffres irréalistes.

Tout le contraire de la politique pratiquée par les éditeurs de la *Neue Zürcher Zeitung*, qui se retrouvera bientôt seul quotidien de référence suisse.

Le président de son conseil d'administration, pour la

première fois un Romand, [Etienne Jornod](#), expliquait samedi dernier, sur une pleine page, les options stratégiques formellement approuvées par l'assemblée des actionnaires: priorité à la qualité du contenu diffusé par les différents supports et réseaux entre lesquels les lecteurs font leur choix, fidélité aux idées libérales en économie comme

pour la société, défense farouche de l'indépendance du titre et de la liberté rédactionnelle, orientation vers les techniques et les marchés du futur.

Ne connaissant «*aucune industrie qui investisse si peu dans la recherche et le développement que celle des médias*», Etienne Jornod n'hésite pas à vendre, des

immeubles notamment, afin de financer les importants investissements jugés nécessaires pour permettre à la NZZ de remplir sa mission première: produire un contenu de qualité accessible à tous les lecteurs intéressés.

Un exemple dont la maison Ringier semble très loin de vouloir s'inspirer.

Asile: assainir la boutique ne suffit pas

L'accélération des procédures sous l'œil d'un système de Dublin incomplet

Albert Tille - 10 septembre 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/26277>

Pas de surprise à la lecture du message du Conseil fédéral sur la [restructuration de l'asile](#). Simonetta Sommaruga en avait déjà défini les grandes lignes quelques mois après son entrée au gouvernement ([DP 1912](#)). Il s'agissait d'accélérer les interminables procédures d'examen des dossiers des requérants répartis dans tous les cantons.

A l'avenir, l'essentiel du tri se fera dans des centres gérés directement par la Confédération en un maximum de 140 jours. Une assistance juridique gratuite sera offerte aux migrants pour éviter les bavures des renvois arbitraires dans l'urgence. Seuls quelque 40% des demandeurs d'asile, dont les dossiers méritent un examen fouillé, seront envoyés dans les cantons. Cette profonde modification des

fonctions de chacun a reçu en [consultation](#) l'approbation de tous les cantons, satisfaits de se voir déchargés de certaines tâches.

Mais les centres fédéraux doivent évidemment être installés quelque part en Suisse. Donc dans des cantons! Très tôt, Berne a pris les devants, en répertoriant les sites lui appartenant - comme les casernes en désaffectation - et en dialoguant avec les cantons. Et, pour tenter une répartition à peu près équitable, le département de Simonetta Sommaruga a affecté un nombre approximatif de places à six régions du pays en tenant compte de leur population. Le choix des emplacements définitifs des centres interviendra dans les prochains mois. C'est l'aspect le plus délicat. On accepte les

requérants d'asile s'ils sont loin de chez soi.

Pour le reste, la réforme prudemment négociée devrait passer l'épreuve parlementaire relativement aisément. En consultation, les partis ont largement donné leur appui. Le PLR s'est opposé à l'assistance juridique gratuite des requérants. Seule l'UDC rejette la réforme, jugée insuffisante. Les œuvres d'entraide l'appuient. Elles estiment qu'une procédure rapide, juridiquement assistée est à l'avantage des requérants.

Si le réaménagement interne de notre ménage fédéraliste est à portée de main, les défis extérieurs que pose l'asile restent entiers. Simonetta Sommaruga doit faire face à une modification de la loi sur l'asile pour conformer le droit

suisse à Dublin III, des [règlements](#) adoptés par l'Union européenne pour tenter de répondre aux difficultés provoquées par les flux migratoires et les drames en Méditerranée en raison du printemps arabe, des conflits en Somalie, en Erythrée et ailleurs.

Débordés, les pays au front, Italie et Grèce notamment, n'ont pas assuré l'accueil des migrants. Pour répondre à cette situation critique, l'Europe a décidé un renforcement des contrôles et de l'assistance aux frontières extérieures, un échange accru d'informations entre les pays et une harmonisation des conditions d'accueil des migrants, avec un examen périodique de leur application dans les pays de Dublin.

La Suisse a salué ces mesures, à l'exception de l'une d'elles. A son article 28, la réglementation européenne restreint étroitement la possibilité de détention des requérants, et ceci pour une durée limitée. La pratique suisse, inscrite dans la loi approuvée en vote populaire, est nettement plus large.

Dans son [message](#) sur l'adaptation à Dublin, le

Conseil fédéral s'est donné la liberté de conserver une partie de cette particularité helvétique, avec des explications elliptiques sur sa compatibilité avec les normes européennes. Il l'a fait pour répondre notamment à la Conférence des directeurs cantonaux de justice et police, pour qui la détention des requérants déboutés est l'instrument le plus important pour permettre un renvoi. Simonetta Sommaruga n'était pas difficile à convaincre. La détention des requérants récalcitrants figurait en bonne place dans son plan initial de réforme de l'asile.

Le projet gouvernemental ainsi allégé est passé facilement au Conseil national. Seule la minorité PS/Verts a tenté, [en vain](#), de rendre le texte eurocompatible. Reste à savoir si Bruxelles acceptera sans broncher l'application incomplète par la Suisse de la nouvelle réglementation lors d'un prochain examen.

Egalement au programme du Conseil national, le suivi de Schengen, permettant pourtant un retour des contrôles aux frontières ([DP 2043](#)), n'a trouvé, lui, que l'opposition systématique de l'UDC à tout

objet touchant aux relations avec l'Europe.

Ceci dit, appliqué à la lettre ou avec souplesse, le système Dublin est loin de répondre aux défis des migrations de masse et soulève des critiques fondamentales. La règle qui veut que la responsabilité du traitement du dossier d'un requérant appartienne au seul pays de premier accueil fait fi des évidences géographiques ([DP 1908](#)).

Débordés, les pays aux frontières extérieures de la zone Dublin, à commencer par l'Italie où débarquent les flots de migrants, préconisent une répartition équitable des réfugiés en Europe. Beat Meier, secrétaire général de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (Osar), propose que la Suisse fasse campagne pour une telle réforme fondamentale de Dublin, et ceci pour répondre à la future initiative de l'UDC ([DP 2046](#)) qui entend simplement renvoyer tous les migrants en Italie, en Grèce ou en Espagne.

La raison, l'efficacité et la solidarité parlent pour Beat Meier. Mais les chances politiques d'une telle stratégie sont proches de zéro. En Suisse comme en Europe.

Economiesuisse et la (dé)croissance

Un salmigondis patronal pour traiter un thème essentiel

Jean-Pierre Ghelfi - 11 septembre 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/26283>

Economiesuisse a ouvert un site Internet qui se veut – se voudrait? – didactico-pédagogique en vue d’expliquer pourquoi l’économie suisse a besoin de croissance et, *a contrario*, pour critiquer les idées sur la non-croissance ou la décroissance.

Sur la page d’accueil de warum-wachsen.ch (en allemand et français – ni italien, ni anglais), quelques exemples sont apparemment censés illustrer le dynamisme de l’économie helvétique. Parmi eux, le Lignon à Vernier; une *start-up* fribourgeoise qui recourt à des matières premières naturelles; une action de Pro Velo à Berne pour inciter le personnel à aller un jour sur deux en juin à vélo du domicile au travail; une jeune pousse argovienne de détection de rayons X; la création du groupe de crèches Fugu dans le canton de Zurich; le développement d’une brasserie dans le Rheintal saint-gallois et un *webdesigner* qui s’est installé en Basse-Engadine.

Tout cela est très joli, mais n’est illustratif de rien. Même les pays les plus mal en point peuvent tous présenter des entreprises petites, jeunes et dynamiques.

Le plus intéressant, ou plutôt le plus consternant, est ailleurs. Ce que l’on découvre

dans les explications concernant les mythes de la croissance zéro est tout simplement désolant. En fait, aucun des prétendus mythes n’est réellement présenté, ni par conséquent réfuté. Les textes contiennent des généralités sur la consommation, les pollutions, l’action politique, les atteintes à l’environnement, les pays en développement, le protectionnisme.

On peut résumer l’argumentation en disant que les progrès résultent de l’inventivité humaine que seul un Etat totalitaire pourrait brider, et *«on est en droit de douter du fait que le bien-être de la population soit supérieur dans un Etat dictatorial que dans une démocratie»*. On peut noter au passage que les textes d’Economiesuisse minimisent l’action des pouvoirs publics, qualifiée de *«très marginale»* lorsqu’il est question de *«progrès»*, mais leur impute en revanche tous les défauts lorsqu’il s’agit de mettre en place des mesures pour lutter contre les pollutions ou la protection de l’environnement.

Préoccupations essentielles

Pourtant le débat sur la croissance économique est essentiel. La croissance démographique à l’échelle mondiale, les consommations d’énergie toujours plus

importantes, les rejets des activités humaines et industrielles, le réchauffement climatique, entre autres, ne sont pas des préoccupations anecdotiques que l’on peut balayer d’un revers de main.

Les mesures nécessaires, même indispensables, pour ne pas dire vitales pour l’ensemble de l’humanité, ne résident certainement pas dans des politiques de croissance zéro, voire de décroissance. Les recherches techniques et scientifiques menées un peu partout dans le monde pour trouver des alternatives aux sources de pollutions actuelles sont très vraisemblablement plus porteuses d’avenir que l’idée *«hier c’était mieux»*.

[Jan-Egbert Sturm](#), directeur du Kof (Centre de recherches conjoncturelles de l’Ecole polytechnique de Zurich) donne une réponse limpide à la question de la croissance: *«De mon point de vue, nous continuerons de croître aussi longtemps qu’il y aura des progrès technologiques et des gains d’efficacité. La deuxième raison qui justifie la croissance est l’augmentation de l’emploi ainsi que l’accroissement du parc immobilier et de celui des machines. A la question de savoir si nous avons besoin de progrès technologique, je répondrais que celui-ci n’est pas indispensable, mais que le compteur tourne pour*

l'humanité. Nous essayons de nous améliorer en permanence, et c'est probablement bien ainsi. Sinon, l'être humain ne serait pas arrivé au stade où il se trouve aujourd'hui.»

Fourchette supérieure

Ces constatations ne doivent pas nous dissuader d'analyser sans complaisance les effets néfastes de la croissance de l'économie. Les critiques émises dans la société, ou au travers de votations en Suisse, exercent une influence directe sur l'orientation des recherches dans les Hautes écoles et dans les laboratoires des entreprises.

On a pu lire récemment que les mesures effectives actuelles des pollutions se situent le plus souvent à des niveaux proches des maxima mentionnés par

des études présentées il y a quelques années. Autrement dit, la réalité est systématiquement dans la fourchette supérieure des estimations. Il y a du pain sur la planche!

On ne s'en sortira pas avec des pirouettes du genre de celles présentées par economiesuisse qui (délibérément?) mélange les torchons et les serviettes. Le «refus du progrès se manifeste aujourd'hui par les craintes que la mondialisation et la migration n'entraînent une perte de l'identité culturelle propre. Et pour de nombreux travailleurs de bureau, le courriel représente davantage une malédiction qu'un bienfait. Dans un tel contexte, il ne faut pas s'étonner que les voix appelant à un durcissement de l'immigration trouvent un écho favorable en ces temps

d'incertitude économique». Tout cela sous couvert de traiter des mythes de la croissance zéro!

Economiesuisse déplore de ne plus avoir l'oreille de la majorité des votants. Comment peut-il en être autrement, serions-nous tentés d'ajouter. Il n'est pas concevable qu'une des grandes organisations économiques du pays puisse présenter, sans dégrader son image, un tel salmigondis sur le thème central de la conciliation de la croissance économique et de la préservation des milieux naturels.

La grande majorité des gens ne sont probablement pas des adeptes de la croissance zéro, et encore moins de la décroissance, mais ils ne veulent pas pour autant être pris pour des idiots.

Médecin et serviteur de l'Etat

Le Dr Jean Martin livre une sélection d'articles couvrant un large éventail de sujets dans les domaines médical, éthique et sociétal

Pierre Jeanneret - 15 septembre 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/26296>

Issu d'un milieu terrien, devenu médecin, Jean Martin a travaillé huit années outre-mer sur quatre continents (notamment dans la partie amazonienne du Pérou). Puis il a intégré le Service de la santé publique vaudois, où il a été actif un quart de siècle. De 1986 à 2003, il fut médecin cantonal.

«*Radical de gauche*» pour faire simple (ce qui a engendré parfois des frictions avec son parti), il a été membre de la Constituante vaudoise (1999-2002), puis député au Grand Conseil durant cinq ans. A la retraite, il est aujourd'hui engagé dans diverses organisations dans les domaines médico-social,

humanitaire et luttant contre le racisme et les discriminations.

«*J'ai toujours aimé écrire*»: ainsi commence son *Avant-propos*. De fait, on retrouve sa plume dans un nombre important de revues médicales, ainsi que dans la grande presse. Dans [Prendre soin](#), il a choisi de publier des articles

qui sont parus dans le *Bulletin des médecins suisses* entre 2006 et 2013. Laissons de côté les quelques récits de voyage qui closent le livre (au Yémen, en Ouzbékistan, sur la route de la Soie, au Vietnam, sur l'île Maurice, enfin à Madagascar): tout sympathiques qu'ils sont, ils n'apportent rien de très nouveau aux habituels récits de voyageurs.

L'ouvrage couvre un large éventail de sujets. C'est son intérêt, mais aussi ce qui lui donne un caractère un peu hétérogène. D'autant plus qu'une partie des articles est constituée de comptes rendus de livres très divers.

Comme tout ce qu'il écrit, les réflexions du Dr Martin sont marquées par une longue expérience et frappées du sceau du bon sens. Il s'inspire notamment de la saine devise des médecins antiques, *Primum nil nocere*. On prêterait une attention particulière à ses remarques sur la véritable mode des césariennes de pure convenance au terme des grossesses. Cependant, il se refuse à laisser parler ses «*tendances machistes*»: aux femmes le libre choix!

Il s'intéresse aussi aux soins palliatifs, à l'assistance au suicide, à la question des directives anticipées en cas de

démence, au débat sur le rationnement des soins, aux «*boîtes à bébés*», et à d'autres sujets qui sont toujours au cœur de l'actualité, voire des controverses. C'est une médecine humaniste qui est prônée ici. Ainsi lorsqu'il cite le professeur bordelais Bernard Hoerni: «*La médecine est faite de rationnel et de relationnel; relation sans raison n'est pas de la médecine, mais raison sans relation est une médecine incomplète.*» Il dénonce certains *lobbies*, comme celui des armes aux Etats-Unis, responsables de tant de victimes, ou encore celui des fabricants de médicaments et des pressions qu'ils exercent sur le médecin.

On le voit, ses réflexions portent moins sur les techniques médicales que sur l'éthique qui doit les accompagner.

Le Dr Martin s'intéresse à des problématiques qui sont moins médicales que sociales, comme la prévention de l'homophobie, les parentalités nouvelles, l'addiction de nombreux jeunes aux technologies numériques, le dopage dans le sport. Il prend clairement parti dans le débat sur la politique de la drogue, constatant l'échec du tout à la répression: «*Au vu des déconvenues jusqu'ici, il faut envisager plutôt des formes de légalisation et taxation, sous*

contrôle - dont un effet sera d'annuler l'emprise des maffias.»

Rien de très nouveau dans cette prise de position, mais le mérite du Dr Martin est - sur ce sujet comme sur d'autres - de relancer le débat auprès d'un large public. Il reconnaît que, sur plusieurs thèmes, il a évolué au cours de ses décennies d'expérience comme médecin au service de l'Etat. Par ailleurs, il témoigne de sentiments tiers-mondistes, lorsqu'il dénonce par exemple l'effrayante mortalité maternelle au Niger pendant la grossesse ou l'accouchement (une femme sur sept contre une sur 47'600 en Irlande!) L'homme politique progressiste n'est jamais loin du médecin: ainsi lorsqu'il constate que «*la société libérale est réticente aux mesures de prévention*».

Certes, l'ouvrage du Dr Jean Martin intéressera au premier chef les travailleurs de la santé. Il pourra interpeller aussi celles et ceux qui se posent des questions sur des sujets au confluent de la médecine et de l'évolution des sociétés.

Jean Martin, [*Prendre soin. Un médecin engagé dans le monde*](#), Bâle, Editions médicales suisses, 2014, 237 pages, illustrations.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée mais encouragée, pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

«Le Temps», la mort dans l'âme

<http://www.nzz.ch/meinung/debatte/was-bezweckt-ringier-mit-le-temps-1.18375853>

http://www.letemps.ch/Page/Uuid/b54da78c-38c8-11e4-8c03-d377f99f2a56/Une_nouvelle_page_pour_Le_Temps

<http://www.amisdutemps.ch/rachat-par-ringier-mais-loffre-du-cercle-reste-valable/>

<http://www.laliberte.ch/news/economie/c-est-l-esprit-et-la-signature-meme-du-temps-que-l-on-perd-255957#.VBFSz-dmlzd>

<http://www.nzz.ch/meinung/kommentare/fokussierung-auf-hochwertige-publizistik-1.18378064>

Asile: assainir la boutique ne suffit pas

<http://www.admin.ch/aktuell/00089/index.html?lang=fr&msg-id=54319>

<http://www.domainepublic.ch/articles/17491>

http://www.ejpd.admin.ch/dam/data/migration/rechtsgrundlagen/gesetzgebung/aend_asylg_neustruktur/veber-f.pdf

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013R0604&rid=1>

http://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2014/index_12.html

http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/n/4915/443570/f_n_4915_443570_443577.htm

<http://www.domainepublic.ch/articles/25994>

<http://www.domainepublic.ch/articles/17245>

<http://www.domainepublic.ch/articles/26134>

Economiesuisse et la (dé)croissance

<http://warum-wachsen.ch/fr>

<http://www.dievolkswirtschaft.ch/fr/editions/201403/Sturm.html>

Médecin et serviteur de l'Etat

<http://www.emh.ch/fr/emh/livres/detailansicht/prendre-soin-5408/>

<http://www.emh.ch/fr/emh/livres/detailansicht/prendre-soin-5408/>